



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate

Dépôt du Budget 2005-2006 du Ministre Audet

Des millions de plus pour les riches, 87 millions de moins pour les personnes assistées sociales

Québec, le 21 avril 2005—Malgré l'opposition généralisée à toute baisse d'impôt sur le dos des personnes les plus démunies, le Ministre Audet fait fi de la volonté populaire en coupant de 87 millions\$ l'aide sociale, dont 61,7 millions uniquement à l'aide financière (prestations), ainsi que 10 millions dans l'aide à l'emploi. Le Ministre se justifie en prévoyant une diminution du nombre de ménages à l'aide sociale, notamment grâce à une meilleure prise en charge des personnes assistées sociales par Emploi-Québec.

Concernant cette baisse de ménages à l'aide sociale, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) répète qu'il s'agit d'une tactique pour jeter de la poudre aux yeux. Malgré les prévisions libérales de sortir 25 000 personnes par année de l'aide sociale, la diminution du nombre de personnes assistées sociales se maintient au beau fixe, soit environ 5000 personnes par année. Eric Bondo, coordonnateur du FCPASQ, ajoute « Personne n'a à se péter les bretelles au Gouvernement, depuis plusieurs années, il s'agit du roulement habituel et celui-ci n'a pas changé avec l'arrivée des Libéraux. Ces derniers, ne l'oublions pas, ont même restreint l'accessibilité à l'aide pour ne pas faire pire que leurs prédécesseurs.»

De plus, le gouvernement Charest, tout en livrant une guerre sans merci aux pauvres, prétend vouloir améliorer leur situation par des mesures visant à les aider à intégrer le marché du travail. Eric Bondo, commente : « En prenant comme prémisse que rien dans notre société n'est gratuit, comment peut-on prétendre aider plus de gens à intégrer le marché du travail lorsqu'en 3 ans, le gouvernement Libéral a fait passer le budget des mesures d'aide à l'emploi, de 962 millions à 899 millions par année, soit une diminution qui atteint aujourd'hui 63 millions de dollars par année? C'est tout simplement de l'hypocrisie, à l'image de toute la lutte à la pauvreté que les Libéraux tentent de faire avaler. »

Pour le FCPASQ, un autre élément inquiétant est le plan de gestion du Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale. À l'intérieur de ce plan, est prévu la mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire associé à la *loi sur l'aide aux personnes et aux familles* (projet de loi 57), sur la glace en raison de l'opposition générale de la majorité des groupes sociaux. « Nous n'avons pas l'intention de baisser les bras face au retour annoncé du projet de loi 57 au feuillet, explique Eric Bondo. Notre recours en Cour supérieure sur les modifications réglementaires du 22 septembre dernier sera bientôt entendu, et nous avons l'intention de démontrer que la loi anti-pauvreté n'a pas été adoptée pour la forme.» Par ses politiques hypocrites qui vont à l'encontre de son discours démagogique, le gouvernement du Québec se méritera assurément un autre blâme devant le comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies pour violation des droits de la personne.

Enfin, le FCPASQ dénonce vivement l'absence de toute amélioration au sort des personnes assistées sociales, dont les besoins essentiels ne sont pas couverts. La situation des ménages à l'aide sociale se détériore d'année en année, et aucun des choix budgétaires du gouvernement ne va mettre fin à la grave crise de subsistance qui sévit chez les personnes en situation de pauvreté. Le FCPASQ rappelle ses demandes minimales pour améliorer le sort des personnes et les familles, soit :

- 14 millions pour indexer annuellement les prestations des personnes sans contrainte sévère à l'emploi.
- 16 millions pour rétablir la gratuité des médicaments pour les personnes assistées sociales et les personnes gagnant moins de 12 000\$ par année
- 47 millions pour l'élimination des pénalités pour refus de mesure
- 453 millions pour que les prestations d'aide sociale couvrent les besoins essentiels.
- 44 millions pour rembourser les montants des coupures découlant des modifications du règlement datant 22 septembre

Le FCPASQ souligne que, par son budget, le gouvernement choisit de renoncer à 876 millions de revenus sur trois ans pour en faire cadeau aux entreprises. Ce sont les hommes, les femmes et les enfants les plus pauvres qui en paieront le prix, mais lorsqu'on regarde à long terme les conséquences de la pauvreté, c'est l'ensemble de la population qui en fera les frais.

-30-

**Source : Eric Bondo
514-577-3279(cellulaire)**